



Rassemblement pour la démocratie à la télévision (RDT)

(Association loi 1901, J.O. du 07/07/2007)

Communiqué de presse du 26 novembre 2007

De nombreuses personnalités politiques soutiennent la « Journée sans lui » du 30 novembre

Voici les textes qui nous ont été communiqués par : Juliette Benedetti, Jean-Pierre Chevènement, Michèle Delaunay, Daniel Ehret, Laurent Fabius, Paul Fromont, Jean-Patrick Gilles, Elisabeth Kergoat, Alain Krivine, Catherine Lemorton, Noël Mamère, Didier Mathus, Michel Sapin.

S'il est un savoir-faire qui n'a pas échappé aux professionnels de la communication et du marketing, c'est celui de l'emballage. Une bien jolie boîte et un gros nœud cacheront une piètre contenance en chocolat, voire une qualité moindre de ce dernier. La multiplicité de l'encartonnage et du plastifiage justifiera le coût exorbitant d'une cartouche d'encre. L'omniprésence de Nicolas Sarkozy dans les médias ne serait-elle que de l'emballage ? « Une journée sans Sarko » ne relèverait pas alors de l'anecdote ou d'une petite blague d'intellos à l'encontre du pouvoir en place, mais bien d'une vraie tentative pour alerter ceux qui croient encore que (sic) « ce qu'il dit, il le fait ». Parce que ça, c'est bien de l'emballage !
Juliette Benedetti, candidate Modem aux élections législatives 2007

Sachez-le : je soutiens votre initiative.
Jean-Pierre Chevènement, président d'honneur du MRC

Bravo pour la « Journée sans Sarkozy » : l'humour est souvent plus efficace que tout.
Michèle Delaunay, députée de la Gironde (PS)

Et si elles s'unissaient toutes, les forces diverses qui rejettent le libéralisme échevelé qu'incarne « sans complexe » le solitaire de l'Elysée ? Si elles se rassemblaient dans l'inédite posture du grand silence démocratique, rendant particulièrement grotesque, par antinomie, le tintamarre névrotique de Nicolas Ier ? J'y verrais une forme nouvelle de sagesse politique consistant à renoncer dignement à l'amplification médiatique, à l'abandonner pour un temps aux effets virtuoses et creux du plus roublard des communicateurs que la France ait connus depuis Bonaparte. Ce boycott sans précédent, cette ataraxie de contraste, je me plais à le croire, aurait pour salutaire conséquence un réveil massif des innombrables consciences qu'assoupit aujourd'hui, depuis tant de mois, l'hypnotique et sempiternelle médiatisation du monologue sarkozien.
Daniel Ehret, écrivain, responsable local des Verts Alsace

Que penser d'une démocratie où des citoyens aspirent à vivre 24 heures sans que leur principal dirigeant apparaisse dans les médias ? Que celle-ci ne se porte pas au mieux. Chaque jour, à la radio et à la télévision, le chef de l'Etat s'éveille, déjeune, dîne avec nous. Au fil de la journée, les chaînes d'information continue nous donnent de ses nouvelles. Nous croisons son visage sur les kiosques, les bus, les affiches. Impossible d'y échapper, comme jadis à la fumée du tabac dans les lieux publics.

Cette stratégie ne doit rien au hasard. Elaborée depuis 2002 et l'arrivée de l'intéressé au ministère de l'Intérieur, elle consiste à saturer l'espace et à occuper sans cesse les esprits. L'agitation permanente oblige la presse à relayer l'action plutôt qu'à l'analyser. La personnalisation mâtinée de peopolisation vise la dépolitisation : on décortique la méthode, le style, les postures, rarement le contenu des décisions prises ou leurs effets. Il est regrettable que certains à gauche se laissent prendre au piège comme s'il s'agissait seulement pour l'opposition de commenter l'actualité élyséenne ou de contester la seule méthode.

Cette surexposition conjuguée à l'appropriation de plusieurs médias par les amis, est désormais une question d'équilibre démocratique. Aujourd'hui, l'expression du président de la République dans les médias audiovisuels n'est pas décomptée. Il serait juste que son temps d'intervention audiovisuelle et celui de ses collaborateurs soient désormais comptabilisés, et que soit accordé un temps équivalent à la majorité et à l'opposition. J'ai souhaité qu'un article sur la démocratie médiatique soit inscrit dans la Constitution. La rédaction suivante pourrait servir de base de travail : « L'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion est une des conditions de la démocratie. Afin d'en assurer le respect, les radios et les télévisions doivent comporter dans leur programme un équilibre entre trois temps d'intervention et assurer des conditions de programmation comparables : celui du Président de la République, de ses collaborateurs et des membres du gouvernement, celui des personnalités appartenant à la majorité parlementaire, celui des personnalités de l'opposition. » Cet aspect est devenu probablement plus décisif pour l'équilibre des pouvoirs que beaucoup de subtilités juridiques. La prise en compte de cet enjeu sera l'un de mes critères d'appréciation de la réforme des institutions.

Laurent Fabius, député de Seine-Maritime (PS)

Le Groupe PCF à la Région Poitou-Charentes s'associe à votre mouvement.

Je pense en effet que la présidentialisation excessive du pouvoir autour de Sarkozy est une mauvaise chose pour la République.

La République a besoin d'une démocratie populaire et représentative qui ne peut passer par le pouvoir absolu autour d'un homme niant le principe républicain de l'équilibre des pouvoirs. Pour répondre aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui, il faut partager les pouvoirs, partager les richesses, partager les savoirs. C'est dans une telle démarche que se situe l'efficacité économique sociale et politique d'une société moderne. C'est dans cette voie que les hommes et les femmes vivront ensemble, en harmonie avec les grandes valeurs assurant l'avenir de l'humanité.

Paul Fromenteil, vice-président du Conseil régional Poitou-Charentes (PCF)

Je m'associe à cette journée parce que je pense que c'est l'occasion d'attirer l'attention de l'opinion sur le phénomène de collusion entre Nicolas Sarkozy et les grands groupes industriels, notamment ceux de l'armement et du nucléaire, qui détiennent de surcroît les grands médias. Il faut réfléchir à une loi, de type anti-trusts, qui freine la concentration des pouvoirs : espérons que le débat sur la réforme des institutions nous en donne l'occasion ! Le 30 novembre, il sera de salubrité publique que chaque citoyen réfléchisse à cette situation indigne d'une démocratie moderne.

Jean-Patrick Gilles, député d'Indre-et-Loire (PS)

Plus on se montre, plus on est apprécié. Cette théorie, Sarkozy en a pris le parti. Soit, chacun sa stratégie. Il a juste oublié le principe de la démocratie, à savoir la possibilité d'expression des autres partis. Médias, ne soyez pas complices de ça, retrouvez l'honneur de votre profession, ce n'est qu'un début, continuons le combat !

Elisabeth Kergoat, candidate Modem aux élections législatives 2007

Un des mérites de la grève dans les transports, c'est d'avoir réduit au silence pendant plusieurs jours N. Sarkozy.

Une journée sans Sarkozy c'est bien mais c'est 5 ans qu'il faudrait car, le lendemain, le réveil risque d'être douloureux.

Contrairement à Sarkozy, la LCR défend l'indépendance des médias, le pluralisme de l'information, ce qui nécessite une lutte contre la concentration des grands groupes audiovisuels. Pas d'information libre et indépendante sans un véritable service public de

l'information et de l'audiovisuel, sans journalistes dont la qualification soit reconnue par des statuts protecteurs et une rémunération satisfaisante.

Alain Krivine, porte-parole de la LCR

J'ai fait un rêve : « une journée sans lui » !!

Une journée sans sa vie privée, son divorce, son ex-femme, son jogging, ses vacances, son frère « Lagardère », son ami Bush...

Bref, tout ce qui fait le populisme de cet « hyper Président », hyper présent... hyper lassant, hyper navrant avec ses hyper slogans... !

Le nommer serait le faire encore une fois exister.

Patiencez, chers concitoyens,

Votre peine plancher était de 1825 journées ; vous en avez effectué 202 ; vous êtes juste assurés d'une remise de peine de 5 « journées sans lui » !

Pour faire passer le temps, travaillez plus pour gagner...moins !

Catherine Lemorton, députée de la Haute-Garonne (PS)

Votre idée d'une journée sans Sarkozy est excellente. Mais je parie que, excédés par ce véritable harcèlement médiatique, les Français finiront par se lasser et par « débrancher » le pantin agité de l'Elysée.

Noël Mamère, député de la Gironde (Verts)

L'appel à une « journée sans Sarkozy dans les médias » que votre association a lancé est une heureuse initiative.

J'ai moi-même alerté le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les dérives auxquelles nous assistons depuis l'élection de Nicolas Sarkozy.

La double pression de l'exécutif et des actionnaires des grands groupes de presse commence à poser de sérieux problèmes pour la liberté de la presse dans notre pays.

Je souhaite plein de succès à cette journée du 30 novembre.

Didier Mathus, député de Saône-et-Loire (PS)

Aujourd'hui, le Président de la République est devenu un acteur incontournable et imposé du paysage audiovisuel. On le constate, il ne se passe pas un jour sans que les médias ne relatent l'action, les déplacements, les activités du Président de la République, du jamais vu dans l'histoire de la Ve République. Alors que quelques grands groupes du secteur industriel possèdent la plupart des médias de l'hexagone, et que les patrons de ces groupes sont des amis personnels de Nicolas Sarkozy, ce constat ne suffit pas à expliquer l'omniprésence du Président de la République dans les médias. Nicolas Sarkozy a imposé sa façon de faire de la politique et de se rendre indispensable à des journalistes qui ressentent le besoin de le mettre en avant régulièrement.

La « journée sans Sarkozy dans les médias » est une action symbolique qui va permettre aux citoyens de prendre acte de l'omniprésence du Président de la République dans les médias et leur montrer que « l'homme providentiel » n'est pas le seul à conduire la politique de la nation, qu'il est accompagné par un gouvernement et une majorité. Mais, j'espère surtout que ce sont les journalistes qui vont prendre conscience de la dérive actuelle. Ils doivent reconquérir leur liberté de pensée et d'expression qui est déterminante pour le métier.

Mais, au delà de cette journée symbolique, je suis convaincu avec mes collègues socialistes, de la nécessité de faire évoluer les règles qui protègent l'expression pluraliste. Afin d'assurer une équité de traitement entre les différentes formations politiques, les socialistes proposent de faire évoluer le mode de décompte du temps de parole effectué par le CSA. Au vu du rôle de chef de la majorité endossé par le Président de la République, il convient maintenant d'intégrer son temps de parole dans le quota alloué aux membres du gouvernement.

Michel Sapin, député de l'Indre, secrétaire national du Parti Socialiste à l'économie

Rassemblement pour la démocratie à la télévision (RDT)

28, rue d'Entraigues 37000 Tours

Tél. 02 47 39 58 30 (de 14h à 18h) / 06 71 08 96 45

Courriel : rasdemtv@orange.fr